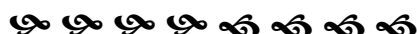


## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES AVEC PRESTATIONS DE SERVICES



### MARCHÉ N°2025RTPN2119

**FOURNITURES ET POSE DE MOBILIERS PROFESSIONNELS POUR L'AMENAGEMENT DU  
NOUVEAU SIEGE SOCIAL DE LA CCI DANS L'ENSEMBLE IMMOBILIER METAMORPHOSE A  
ANGERS.**



## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

**Pouvoir Adjudicateur :** Chambre de Commerce et d'Industrie du Maine et Loire  
8 bd du roi René - BP 60626 - 49006 Angers

**Mode de passation et forme  
du marché :** Procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-  
1 du Code de la Commande publique

**Date limite de réception des candidatures  
et des offres :**

**VENDREDI 14 NOVEMBRE 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

|                   |   |                  |
|-------------------|---|------------------|
| <b><u>1.</u></b>  | <b><u>CARACTERISTIQUES PRINCIPALES</u></b>  | <b><u>3</u></b>  |
| <b><u>2.</u></b>  | <b><u>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u></b>  | <b><u>4</u></b>  |
| <b><u>3.</u></b>  | <b><u>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION</u></b>  | <b><u>5</u></b>  |
| <b><u>4.</u></b>  | <b><u>GARANTIE</u></b>  | <b><u>9</u></b>  |
| <b><u>5.</u></b>  | <b><u>SOUS-TRAITANCE</u></b>  | <b><u>9</u></b>  |
| <b><u>6.</u></b>  | <b><u>PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS</u></b>                   | <b><u>9</u></b>  |
| <b><u>7.</u></b>  | <b><u>ASSURANCE</u></b>   | <b><u>10</u></b> |
| <b><u>8.</u></b>  | <b><u>PENALITES</u></b>   | <b><u>10</u></b> |
| <b><u>9.</u></b>  | <b><u>RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</u></b>    | <b><u>12</u></b> |
| <b><u>10.</u></b> | <b><u>CLAUDE DE REEXAMEN – FORCE MAJEURE – DEVELOPPEMENT DURABLE</u></b>              | <b><u>13</u></b> |
| <b><u>11.</u></b> | <b><u>REGLEMENT DES DIFFERENDS -LANGUES</u></b>                                       | <b><u>14</u></b> |
| <b><u>12.</u></b> | <b><u>CLAUDE SPECIFIQUE RGPD (REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES)</u></b> | <b><u>14</u></b> |
| <b><u>13.</u></b> | <b><u>DEROGATIONS AU CCAG DE REFERENCE</u></b>  | <b><u>17</u></b> |

## 1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

### 1.1 Objet du marché

La CCI de Maine-et-Loire souhaite acquérir pour son nouveau siège social du mobilier de bureau neuf et reconditionné.

L'objet du marché est **l'acquisition de mobilier de bureau professionnels** se composant de :

- Mobiliers professionnels **NEUFS** :
  - Acoustiques,
  - Bureaux
  - Mobilier de salle de réunion (tables/fauteuils),
  - Mobilier de salle hybride.

Mobiliers professionnels **RECONDITIONNE** :

- Mobiliers de rangement (armoires, caissons mobiles)
- Sièges de bureaux
- Sièges visiteurs

Ce marché prévoit également **une prestation de montage** du nouveau mobilier (bureaux, armoires...) ainsi que l'évacuation des emballages.

### 1.2 Allotissement

Le présent marché est alloti en 2 lots, répartis comme suit :

| Numéro de lot | Intitulé du lot   |
|---------------|---|
| <b>Lot 1</b>  | Fournitures et pose de mobiliers professionnels <b>NEUFS</b>          |
| <b>Lot 2</b>  | Fournitures et pose de mobiliers professionnels <b>RECONDITIONNES</b> |

### 1.3 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période ferme démarrant **à sa date de notification** et courant jusqu'au 28 février 2026 au plus tard.

En tout état de cause le mobilier doit être livré et monté pour le **26 janvier 2026 à 8h30.**

Ce marché n'est pas reconductible.

### 1.4 Variantes libres

Les variantes libres autorisées sont :

- **Pour le lot 2,** il pourra être proposé la transformation du mobilier existant dans le siège social actuel de la CCI (8 boulevard du Roi René à Angers).

#### I.4 Variantes exigées

**Lot 01 : Variante exigée n°1** : Fourniture et pose de tableaux en verre écritoire et magnétique, 1400x1000, coloris au choix.

**Lot 01 : Variante exigée n°2** : Banquette 1P 1p L800xH870mm. Assise et dossier tapissés, plinthe stratifiée. Tissu coloris au choix.

**Lot 02 : Variante exigée n°3** : Fourniture et pose de bureaux assis/debout, 160x80cm.

**Toute offre qui n'intégrera pas les variantes exigées sera déclarée non conforme.**

#### 1.6 Procédure de passation – technique d'achat

Ce marché est passé en procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

### 2.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières :
  - Bordereau des prix (BP)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI de MAINE ET LOIRE fait seule foi et son annexe.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son dossier d'annexes (Annexes techniques)
- Le cadre du mémoire technique.

Ces pièces constituent les strictes termes et limites contractuelles de l'engagement du titulaire.

En cas de litige les pièces contractuelles s'appliqueront dans l'ordre hiérarchique prévu ci-dessus.

Tout document à valeur non réglementaire, qui ne serait pas répertorié à la liste des pièces contractuelles ci-dessus, sera considéré comme nul et non avenu. Il ne pourra dès lors être opposé à la CCI du Maine et Loire.

De même, toute modification à apporter à l'une quelconque des pièces contractuelles ci-dessus, de quelque nature que cela soit, devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

## **2.2 Pièces générales**

Les pièces générales sont les suivantes :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services)

Concernant les pièces générales, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation, le titulaire étant censé les connaître.

## **3. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

### **3.1. Lieux et modalités d'exécution**

Les prestations seront exécutées conformément aux prescriptions décrites dans le CCTP du présent marché, commun à chaque lot.

L'ensemble des prestations du marché s'exécutera au :

**11 Avenue de la constitution – 49000 ANGERS.**

### **3.2. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

La monnaie de comptes du marché est l'euro (€). Le prix libellé en euro (€) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors taxes et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

### **3.3 Engagement du titulaire**

Le titulaire s'engage être en possession de tous les agréments nécessaires à l'exercice de son activité en rapport avec les prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention.

### **3.5 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail – Sécurité des personnes**

#### **3.5.1. Lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire sera tenu de remettre tous les six (6) mois, à compter de la conclusion du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois.

Ces obligations s'imposent, en cas de groupement, à tous les cotraitants.

Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec un prestataire, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de ce prestataire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt à ce prestataire de faire cesser dans délai cette situation.

Le prestataire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du prestataire.

### **3.6 Contenu et caractère des prix**

#### **3.6.1 Nature des prix**

##### **■ Mois d'établissement du prix du marché**

Le mois de référence est le mois m0, mois de la date limite de remise des offres de la consultation pour laquelle le titulaire a remis son offre.

##### **■ Forme des prix**

En application de l'article R2112-6 du code de la commande publique, ce marché est à prix unitaires et à prix forfaitaires sur les prestations de montage.

### 3.6.2 Contenu des prix

#### ■ Unité de compte

Les prix du marché sont établis en euros, hors taxes (€ HT).

#### ■ Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres. Ils couvrent l'ensemble des prestations à exécuter conformément aux stipulations du marché et aux prescriptions des lois et règlements en vigueur au mois M0 tel que défini ci-avant.

Les prix du marché sont établis en tenant compte notamment de toutes sujétions d'étude, de traitement de données, de déplacement ou de reproduction de documents et de fichiers informatisés, inhérentes à une exécution complète et conforme en tous points aux prescriptions et dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance entière et complète de tous éléments afférents à l'exécution des prestations qui lui sont confiées, avant d'établir son acte d'engagement.

### 3.6.3 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont des prix fermes.

Les fournitures s'entendent livrées franco de port, de conditionnement, d'emballage ainsi que tous les frais afférents au transport, à la manutention, dans les locaux de la CCI de Maine et Loire.

La main d'œuvre concernant les opérations de montage (défaillances, pannes) est rémunérée en fonction :

- Du temps d'intervention exprimé en heures,
- Des taux horaires nets de référence, intégrant les frais de déplacement, d'hébergement éventuels, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au transport, à la manutention, mentionnés sur l'annexe financière à l'acte d'engagement « Décomposition du prix global et forfaitaire.

## 3.7 Facturation

### 3.7.1 Contenu des factures

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées. Elles récapituleront les prestations réalisées et/ou fournitures livrées.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement

- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro et la date du bon de commande
- La référence au marché et au numéro de lot concerné (même dénomination)
- La période faisant l'objet de la facturation (pour la maintenance)
- La désignation des fournitures livrées ou prestations exécutées exactement définies.
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- Le numéro de commande le cas-échéant
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires nets hors taxes des prestations
- Les quantités
- Le taux et le montant de la majoration, s'il y a lieu (contrôles hors jours et heures ouvrables)
- Le taux et le montant de la remise s'il y a lieu
- La formule de révision des prix avec les index correspondant lors des révisions annuelles.
- Le montant total HT
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- La date de facturation
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

### 3.7.2 Transmission des factures au format électronique

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les indications spécifiques à indiquer lors de la transmission figureront sur le bon de commande qui sera transmis par la CCI de Maine et Loire au titulaire pour déclencher la prestation (codes Chorus, numéros d'engagement, etc).

Les conséquences d'une orientation erronée des factures sont imputables au seul cocontractant.

### 3.7.3 Avances

Ce marché ne peut donner lieu au versement d'une avance.

### 3.7.4 Cautionnement



Le titulaire est dispensé de cautionnement.

### 3.7.5 Délais de paiement- Intérêts moratoires

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement sur Chorus Pro.

## **4. GARANTIE**

Les éléments, sous-ensembles ou composants remplacés au titre du présent marché seront garantis contre tout vice de fabrication, d'adaptation ou de montage pendant une durée minimale d'un an à dater de leur montage.

Cette garantie se cumule avec la garantie contractuelle issue du CCAG FCS, telle que précisée à l'article 8 du CCTP du présent marché.

## **5. SOUS-TRAITANCE**

En application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, seuls les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose et d'installation peuvent donner lieu à sous-traitance sur la seule partie relative aux services.

## **6. PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par la CCI de Maine et Loire conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le silence gardé par l'établissement bénéficiaire ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire.

Si les fournitures ou les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra les refuser et mettre le titulaire en demeure de les remplacer dans le délai imparti.

Dans le cas où la quantité ou la qualité ne serait pas conforme à la commande, la CCI de Maine et Loire pourra mettre le titulaire en demeure de reprendre les excédents ou de compléter la livraison dans les délais impartis.

A compter de la date de livraison des fournitures, le responsable technique de la CCI de Maine et Loire disposera d'un délai de 15 jour calendaire pour procéder à l'admission des fournitures, conformément aux clauses du CCAG-FCS.

## **7. ASSURANCE**

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causée aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CCI de Maine et Loire et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **8. PENALITES**

### **8.1 Pénalité de retard**

Lorsque le délai contractuel de livraison et/ ou de services est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 150€HT par jour de retard.

La pénalité commencera à encourir dès notification par LA CCI DE MAINE ET LOIRE au titulaire du retard constaté.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, la CCI DE MAINE ET LOIRE appliquera la pénalité de retard sans mise en demeure préalable.

La pénalité donnera lieu à l'émission d'un ordre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'est prévu aucune exonération à la pénalité de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

### **8.2 Pénalité pour défaut de stock**

Lorsque le titulaire fait état d'un défaut du stock sur lequel il s'est engagé lors de la remise de son offre au vu du planning de commande définitif, il encourt une pénalité fixée à 300€HT par constatation.

La pénalité commencera à courir dès notification par LA CCI DE MAINE ET LOIRE au titulaire du constat.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, LA CCI DE MAINE ET LOIRE appliquera la pénalité sans mise en demeure préalable.

La pénalité donnera lieu à l'émission d'un ordre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'est prévu aucune exonération à la pénalité pour défaut de stock. Le montant total des pénalités pour défaut de stock n'est pas plafonné.

### 8.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, LA CCI DE MAINE ET LOIRE appliquera une pénalité de 1 000,00 € HT.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 8.4 Autres pénalités spécifiques

| Pénalités  | Occurrence  | Valeurs                 | Précisions  |
|--|-------------|-------------------------|---|
| Mobilier non conforme ou non fourni  | Forfaitaire | 50,00€ HT/constat       | En cas de livraison de mobiliers non conformes à la commande ou défectueux ou de défaillance des pièces détachées et accessoires, le titulaire reprendre le mobilier à ses frais et dépanner la CCI avec un mobilier similaire dans l'attente d'une nouvelle livraison qui devra avoir lieu dans le respect des délais contractuels |
| Pénalité pour dysfonctionnement pendant l'exécution des prestations                        | Journalière | 15,00€ HT/ constat      | En cas de dysfonctionnement pendant les prestations (mauvaise tarification, erreur de référence...), il pourra être appliqué une pénalité de 15,00€ HT/constat  |
| Non-respect du délai d'intervention pour le SAV  | Journalière | 40,00€ HT/ demi-journée | 40,00€ HT par demi-journée calendaire de retard (6 heures)  |
| Non-respect du délai de remise en état ou de remplacement définitif du matériel défectueux | Journalière | 40,00€ HT/ jour         | 40,00€HT par jour calendaire de retard  |
| Défaut d'exécution de la clause environnementale   | Forfaitaire | 60,00€ HT/ constat      | Une pénalité de 60,00€ HT par constatation pourra être appliquée en cas de non-exécution de la clause   |

Les pénalités sont cumulatives et libératoires.

## **9. RESILIATION ET EXECUTION DU MARCHÉ AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

### **11.1 Résiliation**

En cas de non-respect des clauses contractuelles, la CCI de Maine et Loire pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 CCAG-FCS.

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

La CCI de Maine et Loire peut également prononcer la résiliation du marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

### **11.2 Exécution aux frais et risques sans résiliation**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la CCI de Maine et Loire peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, lorsque celui-ci n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 11.1 du présent CCAP.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

## **10. CLAUSE DE REEXAMEN – FORCE MAJEURE – DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **10.1 Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié, à la demande de la CCI de Maine et Loire, lorsque l'intégration ou le retrait d'une ou plusieurs références du BPU est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché, un avenant sera alors signé entre le titulaire et la CCI de Maine et Loire.

### **10.2 Force majeure**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base des justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à la CCI de Maine et Loire d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par la CCI de Maine et Loire peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

### **10.3 Développement durable – Clause environnementale**

Comme précisé à l'article 7 du CCTP, le titulaire s'engage à réduire au maximum les emballages, ces derniers devant être suffisants pour transporter les équipements. Le titulaire devra donc supprimer tout emballage surdimensionné ou inutile.

Dans l'objectif de réduire l'empreinte carbone liée à l'exécution du présent marché, le titulaire est par ailleurs engagé sur l'exécution des obligations environnementales suivantes :

\*Qualité éco-responsable des emballages et/ ou organisation mise en place pour assurer le recyclage, la réutilisation ou la fin de vie des emballages.

\*Composition des matériaux constituant le mobilier, provenance du mobilier.  
Réutilisation du mobilier existant (mise à disposition de mobiliers provisoires).

## **11. REGLEMENT DES DIFFERENDS -LANGUES**

Il sera fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera le Tribunal Administratif de Nantes.

**Tribunal administratif de Nantes**  
6, allée de l'Île-Gloriette BP 24111  
44041 Nantes Cedex 1  
**Téléphone**  
02 40 99 46 00  
**Courriel**  
greffe.ta-nantes@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, Il est également l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **12. CLAUSE SPECIFIQUE RGPD (REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES)**

### **I. Propos préliminaires**

Le Titulaire a conclu avec la CCI DE MAINE ET LOIRE 49 le marché cité ci-dessus. Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et la CCI sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- **Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;**
- **Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.**

## **II. Définitions**

**CCI des Pays de la Loire** : ensemble des CCI de la Région des Pays de la Loire (CCI territoriales et CCI de région).

**Contrat(s)** : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

**DPO** : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

**Données à caractère personnel** : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

**Etat Membre** : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

**Lois sur la protection des données** : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

**Marché** : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

**Personne concernée** : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

**Point de contact** : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

**Responsable de traitement** : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

**Tiers non-autorisé** : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

**Titulaire** : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

**Traitement** : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

### **III. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché**

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « *le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat* ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les



concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié dans les pièces du règlement de la consultation du marché, en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI de Maine-et-Loire - DPO – 8 boulevard du Roi René, CS 60026, 49006 Angers Cedex 01 en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa [charte](#).

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

### **13.DEROGATIONS AU CCAG DE REFERENCE**

Par dérogation à l'article 1 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comporte pas de liste récapitulative des articles du CCAG qu'il vise en signalant qu'il y déroge.